

Structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Date de la contribution : 12/07/2019

Enerplan souhaite remercier la Commission de régulation de l'énergie de proposer cette consultation sur la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dits «TURPE 6».

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Enerplan est favorable au **principe de non-discrimination** mais n'est pas favorable à la définition qu'en donne la CRE. En effet pour la CRE la tarification doit refléter les coûts indépendamment de l'usage final qui en est fait. Or l'autoconsommation est incluse par la CRE au titre de cet usage final, induisant de fait une discrimination des autoconsommateurs. Cependant les textes européens posent le principe d'une non-discrimination des autoconsommateurs (article 21 de la directive du 21 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables). La définition de la non-discrimination faite par la CRE mériterait d'être réévaluée à l'aune de la directive.

De même l'application par la CRE du **principe du timbre-poste tel qu'exposé dans la note technique** s'oppose à la définition d'un TURPE spécifique pour l'électricité alloproduite tel que proposé dans le TURPE spécifique à l'autoconsommation collective, dans le sens où elle établit un TURPE désavantageux pour l'autoconsommateur du fait du postulat que l'électricité fournie en complément est issue du réseau supra, et donc a parcouru plus de distance. Il y a ici une incohérence manifeste entre le principe édicté et son application.

Par ailleurs, il manque la possibilité de mettre en œuvre une tarification sur la base des courbes de charge réelles, dans le but d'affiner les signaux tarifaires et de sortir de la logique des proxi, qui n'est que l'héritage d'une situation historique de monopole. Les compteurs Linky permettent ces évolutions techniques qui répondent davantage aux attentes du marché actuel et futur. De plus, il faudra veiller à ce que l'horosaisonnalité respecte bien le critère de non-discrimination concernant les consommateurs non équipés de compteurs Linky.

Question 2 : Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

Pour Enerplan, un TURPE à l'injection est prématuré pour le TURPE VI, cela alors même que la CRE retarde la généralisation de l'horosaisonnalité pour les sites de moins de 36 kVA. Nous notons au passage que les clients équipés en chauffage électrique ont un impact fort sur le dimensionnement des ouvrages de réseau et que ces clients bénéficient ainsi par aubaine d'un fort effet redistributif de la part d'autres catégories de consommateurs.

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Commentaire :

Enerplan est favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.).

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproduiteurs ?

Commentaire :

Enerplan souhaite que le niveau de la composante de gestion pour les autoproducteurs soit maintenu, au même titre que celle des utilisateurs raccordés au réseau public de distribution d'électricité, en raison du fait que l'autoconsommation tient à ce stade une place très modeste dans le système électrique.

En effet, le surcoût lié à la gestion des autoproducteurs est voué à diminuer par effet d'échelle et la multiplication des demandes de raccordement liées aux bornes de recharge pour véhicules électriques va offrir au gestionnaire du réseau de distribution de nouveaux gains par ailleurs.

Par ailleurs, tous les autoconsommateurs possèdent un compteur Linky qui permet de façon concomitante de remonter, sans déplacement d'une personne, les données d'injection et les données de soutirage. De plus, la digitalisation des process dans le monde de l'entreprise, fait que la gestion des autoproducteurs en termes de comptage (seul coût récurrent) est à un coût marginal quasiment nul.

Enerplan se félicite de la volonté de la CRE de proposer ultérieurement une consultation publique sur la structure du TURPE dédiée à l'autoconsommation, et l'assure de sa pleine participation à cet exercice.

Question 5 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une révision à la baisse du niveau de la composante de comptage ?

Commentaire :

La notice de calcul des tarifs ne permet pas de comprendre la méthode de calcul des tarifs dans son intégralité. Certes, le GRD doit respecter des règles de protection des données mais les acteurs devraient pouvoir accéder aux informations complètes pour pouvoir faire des recommandations tangibles, éclairées et chiffrées, au régulateur. Il nous apparaît donc impossible de se prononcer aujourd'hui sur le calcul de la valeur de la baisse de la composante de comptage et le juste niveau de cette baisse.

Enerplan partage la nécessité de faire baisser la composante de comptage du fait du déploiement des nouveaux compteurs, notamment Linky, qui évitent dorénavant des déplacements. En revanche, la baisse proposée nous semble beaucoup trop faible au regard des économies générées par ces compteurs. Baisser la composante de comptage de 19,8 € à 18 € revient à dire que le coût de déplacement pour le comptage, toutes charges incluses, ne s'élève qu'à 1,8 €/an/client de moins de 36 kVA. Ceci est bien en deçà de la réalité et l'économie générée par Linky au titre des déplacements de personnes évités est bien supérieur, il est plutôt de l'ordre de grandeur de la composante de comptage.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

Question 7 : Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

Commentaire :

Enerplan estime que le principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles est pertinent techniquement. Cependant, nous attirons l'attention de la CRE sur le manque de lisibilité et de compréhension du client, qui pourrait être engendré par ces nouvelles options.

Par ailleurs, dans la généralisation de ces options tarifaires, il faudra veiller à ne pas envoyer des signaux de prix qui ne sont pas pertinents techniquement pour le consommateur.

Question 8 : Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Enerplan estime qu'à des fins non discriminatoires, le calendrier d'incitation tarifaire ne devrait débuter que début 2023, soit deux ans après la généralisation supposée des compteurs Linky.

Question 9 : Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Question 10 : Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Enerplan est d'accord concernant le coût supporté par le réseau, s'il est avéré que le client fait le nécessaire pour rendre son compteur accessible.

Le maintien d'un TURPE à part pourrait être envisagé mais il faudrait s'assurer techniquement qu'il ne soit ouvert qu'aux compteurs non communicants.

Il est important de garder techniquement la possibilité de deux « offres » pour les deux situations.

Question 11 : Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HT A à pointe mobile ?

Commentaire :

Enerplan n'est pas favorable à sa suppression car ce type d'option permet d'avancer dans la décentralisation de la gestion du système électrique.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

Commentaire :

Enerplan souhaiterait une simplification et une gratuité de la mise en œuvre d'une tarification sur la base des courbes de charge réelles, dans le but d'aligner les signaux tarifaires et de sortir de la logique des profils. De manière générale, il nous semble important que le gestionnaire de réseau, accompagné par la CRE, garantisse une mise en œuvre simple de toute nouvelle option tarifaire, dans une logique de simplification administrative.

A ce jour, concernant ces options, il y a un manque de lisibilité et de communication qui ne permet pas à nos membres de nous positionner.

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

Enerplan est favorable à l'introduction de dénivelés de puissance, mais avec un déploiement dans le cadre du

TURPE 7 puisque le TURPE 6 sera déjà utilisé pour une phase de déploiement des 4 plages temporelles. De ce fait, l'intégration des deux modifications dans le même TURPE pourrait être trop complexe pour le consommateur. En effet, ces modifications simultanées peuvent créer une incompréhension du consommateur et une difficulté d'adaptation pour les acteurs.

En cas de mise en œuvre dans le cadre du TURPE 7, nous envisagerions de l'utiliser dans la construction des offres tarifaires de nos membres.

Question 14 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Commentaire :

Enerplan est favorable à la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB à RTE.

Question 15 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Commentaire :

Enerplan est favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB.

Question 16 : Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

Commentaire :

Le regroupement d'un point de connexion dédié à la recharge du véhicule électrique et d'un point de connexion dédié au logement dans l'habitat collectif pourrait permettre non seulement de faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif, mais aussi d'améliorer les taux d'autoconsommation dans le cadre d'opérations d'autoconsommation collective.

En effet, les habitants pourraient alors facilement recharger leur voiture électrique à partir de l'énergie solaire partagée collectivement, sans que cette recharge alourdisse l'empreinte sur le réseau.

La rentabilité des projets d'autoconsommation collective serait donc améliorée, et l'impact sur le réseau des véhicules électrique serait diminué.

Il nous apparaît inutile de démultiplier le nombre de points de livraison physiques, et donc de compteurs, alors même qu'un peu d'intelligence dans le système est à même d'amoindrir le coût pour le consommateur (qui n'aurait pas à s'acquitter d'un abonnement pour son domicile et d'un autre pour le PDL de son véhicule) et de faciliter le partage des électrons produits au sein du bâtiment collectif.

Nous sommes donc très favorables au regroupement de points de livraison en basse tension.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de productions non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Commentaire :

Enerplan y est favorable.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Commentaire :

Enerplan n'est pas favorable à une nouvelle réflexion sur l'opportunité d'une tarification à l'injection. Le principe d'instaurer une composante d'injection du TURPE correspondant aux heures de pointe d'injection locale serait pénalisant pour la plupart des producteurs d'énergie renouvelable. Pour l'électricité solaire, à moins d'intégrer du stockage, le pilotage de l'injection n'est pas possible. Le stockage étant encore onéreux, il est nécessaire de distinguer les ENR des moyens de production nucléaire et thermique et de ne pas appliquer de composante d'injection pour les électricités dites « fatales ».

Cela exigerait sinon qu'une compensation explicite (tarif d'achat / appel d'offres) ou implicite (CSPE) soit mise en place par l'Etat, ce qui ne plaide pas pour la simplification et la lisibilité.

De plus Enerplan considère que l'application du principe de tarification de l'injection pourrait déstabiliser les modèles économiques des installations d'énergies renouvelables non encore amorties. Cela pourrait également avoir des conséquences dommageables pour le secteur et défavoriser les projets d'installation d'énergie renouvelable, en ajoutant de la complexité et en pénalisant la recherche de financements auprès des acteurs financiers des développeurs et porteurs de projets.

Question 19 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Question 20 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HT B reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Question 21 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HT A reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Question 22 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection visant à faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de l'implémentation d'un tel tarif ?

Enerplan est favorable à cette proposition à condition que le gestionnaire de réseau garantisse davantage de souplesse quant à la participation des différents actifs de production aux différents mécanismes de flexibilité sur le marché (marché du réglage fréquence, du réglage tension, etc.). Par exemple, il nous semble indispensable de réduire la puissance minimale et la durée minimale des produits, tout en permettant une asymétrie, sur le marché du réglage primaire de fréquence, afin que l'ensemble des actifs de production puissent y participer. Ceci serait alors cohérent avec une prise en charge du coût des réserves par ces mêmes actifs.